

Note succincte du Projet : Appui aux Ménages en situation d'Insécurité Nutritionnelle et Alimentaire (AMINA)

1.1. Description de l'action (max. 1 page)

Le projet AMINA vient consolider avec une approche novatrice, les efforts du Programme de Renforcement Nutritionnel (PRN) et de l'Eglise Evangélique du Sénégal (EELS) en matière de prise en charge des populations vulnérables exposées à l'insécurité alimentaire dans le Département de Linguère. Il est conçu dans une démarche partenariale multi acteurs dans une perspective de complémentarité des moyens et de mutualisation des savoirs faire des organisations promotrices dans la perspective d'une large diffusion de leurs bonnes pratiques en matière de résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le projet vise à infléchir de manière significative la forte vulnérabilité des populations du Département de Linguère aux chocs économique et climatique, principaux facteurs de perte de bien-être, de basculement des plus démunies dans l'extrême pauvreté et d'exposition des groupes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Plus spécifiquement, il s'agira d'améliorer l'accès durable à des aliments nutritifs au profit de 1200 familles affaiblies par les sécheresses des années antérieures et 300 veuves affectées par la crise économique et n'ayant accès à aucune forme de protection sociale formelle ou informelle. Le projet envisage également de soutenir la reconstitution des capacités de prise en charge nutritionnelle des personnes vivant avec le VIH par l'Association « Feedé Daminaaré¹ » à travers la création de moyens d'existence durables et la reprise des repas communautaire et des activités de suivi pondéral.

Les parties prenantes du projet sont constituées par les faitières regroupant les PVVIH et les veuves, la plateforme technique opérationnelle et communautaire de l'INPS (Initiative Nationale de Protection Sociale des groupes vulnérables « Suqali Jaboot² »), l'Association le Partenariat, Chef de file du présent projet, l'Eglise Evangélique du Sénégal (EELS), l'Agence de Réalisation en Développement Social (ARDES/Africa), les agences onusiennes (PNUD et ONUFEMMES) à travers le Programme de Renforcement des Dynamiques de Développement Economique et Social (PRODES) et le Projet Equité de Genre dans la Gouvernance Locale (GELD). L'écosystème d'acteurs du projet ainsi constitué représente un creuset de compétence dans les domaines lié au développement organisationnel, à la protection sociale, aux systèmes de production végétale et animale, à la prise en charge nutritionnelle des PV/VIH, au financement du développement local et au renforcement nutritionnel communautaire. Dans le cadre de la mise en œuvre du projet AMINA, les avantages différentiels et thématiques de chaque partie prenante seront mis à contribution afin de garantir l'efficience et l'efficacité des interventions.

De manière générale, les types d'activités du projet couvrent l'intensification et la sécurisation des productions végétales et animales traditionnelles, en favorisant l'intégration économique des groupes vulnérables et des femmes, l'amélioration des équilibres nutritionnels à travers la diffusion de technologies à haut rendements, à faibles risques et adaptés au contexte local, la promotion des bonnes pratiques alimentaires ainsi que la reconstitution des capacités productives des familles dans une optique d'autonomisation des bénéficiaires, de lutte contre les inégalités de genre et de préservation des capacités de production et de reproduction des écosystèmes naturels. Une combinaison optimale de ces activités intégrées au profit des mêmes cibles devrait par ailleurs contribuer à un impact plus fort du projet sur les conditions d'existence des groupes cibles.

¹ Feedé Daminaaré est une expression pular qui signifie en français « l'association de l'espoir », regroupant les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans le Département de Linguère.

² Suqali Jaboot, un concept wolof qui renvoie à l'émergence de familles productives : il s'agit d'une initiative du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance que le PNUD soutient dans les régions de Saint-Louis, Louga et Matam.

Le calendrier de mise en œuvre du projet couvre une période de 36 mois, prenant en compte la durée probable de chaque activité identifiée et les jours fériés.

1.2. Pertinence de l'action (max. 3 pages)

1.2.1. Pertinence par rapport aux objectifs/secteurs/thèmes/priorités spécifiques de l'appel à propositions

Le projet AMINA répond aux priorités de l'appel à proposition par son action sur le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le Département de Linguère où les indicateurs en matière d'insécurité alimentaire sont parmi les plus alarmants du Sénégal. L'intervention s'adresse aux populations les plus vulnérables, notamment les veuves, les PVVIH et les ménages vivants dans une pauvreté chronique. L'amélioration de l'état nutritionnel des ces derniers est envisagé de façon complète avec une approche holistique intégrant les interactions entre les activités agropastorales, les pratiques et comportements des cibles, l'hygiène et la santé des bénéficiaires.

Le projet s'attachera à la diffusion des bonnes pratiques en matière d'accroissement durable des productions locales en mettant à la disposition des bénéficiaires, des technologies et techniques agro-écologique expérimentées et capitalisées par le Projet de Développement Rural Durable (PDRD) et le Programme de Réduction de la Pauvreté (PRP) mis en œuvre respectivement par la JICA et le PNUD dans la région de Louga. Il s'agit, en effet, de transfert de technologies d'intensification des activités de production et de transformation dans les circuits courts des filières porteuses et à forte valeur ajoutée afin d'adresser des solutions innovantes aux problématiques d'exclusion des groupes vulnérables dans les dynamiques de développement économique local et renforcer la résilience de leur capacité de production en cas de perturbations pluviométriques.

Conformément aux objectifs énoncés dans l'appel à proposition, le projet se propose de réduire la vulnérabilité des ménages et personnes pauvres exposés aux risques de la vie à travers l'implémentation d'un filet de sécurité sociale et productive. Un mécanisme de transferts d'actifs économique sera, en effet, activé pour renforcer les capacités des ménages à surmonter les contraintes à leur maintien dans la pauvreté monétaire et alimentaire. A ce titre, le projet AMINA cherche à coupler la mise en place de bourses économique conditionnelle avec l'implantation d'unités communautaire de conservation, de mise en valeur (transformation, et fortification des aliments) et de commercialisation des céréales locales (manioc, mil, maïs et haricot) et des produits d'élevage (lait et viande) dans une perspective globale d'émergence d'une économie solidaire basée sur une redistribution plus équitable des gains issus des activités productives. Le projet mettra, par ailleurs, un accent particulier sur l'alliance avec le Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF) et l'agence pour la Couverture Maladie Universelle (CMU) en vue d'enrôler les ménages et personnes touchés par ses interventions dans le registre unique des bénéficiaires des filets sociaux. Dans cette même perspective et dans le but d'internaliser les résultats de la recherche et les bonnes pratiques éprouvées, le projet s'appuiera principalement sur l'ITA, l'ISRA et le Groupement « BANAYA » dans le cadre des activités d'enrichissement en vitamines des aliments stratégiques, de mise aux normes/qualité des unités productives communautaires, de production de semences certifiées et résistantes aux sécheresses, d'introduction de races animales améliorées (volaille, caprins, ovins) et de production d'espèces fourragères³ à haut rendement.

L'intervention sera menée suivant une démarche participative impliquant tous les acteurs. Un dialogue sera instauré avec toutes les parties prenantes tout au long du projet. L'appropriation locale sera

³ Il s'agit de l'espèce CAPIM ELEFENTE plus connue sous le nom de NEEMA et importé du Brésil par le groupement « BANAYA » au Sénégal.

garantie par une responsabilisation des collectivités ciblées (Conseil Département de Linguère et Communes), des services techniques déconcentrés et des bénéficiaires et leur implication dans l'animation, le suivi et la capitalisation du projet.

Ainsi, le projet AMINA se propose, dans la visée des lignes directrices de l'appel à proposition, de mettre en œuvre des pratiques agricoles innovantes et durables qui amortissent les chocs climatiques et les crises économique et financière récurrentes sur les populations les plus vulnérables, en sécurisant leurs moyens d'existence et leurs sources de revenus. Les interventions prévues accordent également une priorité élevée à l'accès des ménages et groupes vulnérables à un mécanisme de transferts sociaux dans une perspective de renforcement de leur résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

1.2.2. Pertinence par rapport aux besoins et contraintes particuliers du/des pays cibles, de la/des région(s) cible(s) et/ou des secteurs concernés (y compris les synergies avec d'autres initiatives de l'UE et l'absence de double emploi)

Avec une population de 244 347 habitants répartie sur une superficie de 15 375 km², le Département de Linguère est fortement touché par le déficit hydrique et connaît une persistance de l'insécurité alimentaire dont la prévalence est passée de 9% à 14% entre 2010 et 2013 d'après les résultats de l'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA 2013). Il enregistre de sérieuses difficultés pour la satisfaction des besoins de consommation avec près de 77%⁴ des ménages affirmant ne pas disposer d'une alimentation suffisante. 66% des ménages du Département sont considérés comme des ménages à risque (avec moins de 2400 Kcal/EA/jour) et présentent des déficits qui fluctuent entre 80% et 90% des normes minima de satisfaction des besoins alimentaires.

Les arrondissements de Dodji et Barkédji ont des Taux de Malnutrition Aigue Globale préoccupantes, estimés respectivement à 12,3% et 13,7%. Dans ces localités, environ 14 513 personnes sont en insécurité alimentaire élevée d'après les évaluations⁵ du PAM. Les ménages avec une veuve chef et les ménages de grandes tailles (plus de 10 personnes et ayant au moins 3 enfants de moins de 5 ans) sont plus fréquemment en insécurité alimentaire. Estimé à 4 334 dans le Département, les veuves connaissent une souffrance indescriptible en période de soudure (4 mois) pendant laquelle elles multiplient avec désarroi leurs stratégies de survie.

Réputé être un lit de propagation du VIH, le Département de Linguère compte un effectif de 433 Personnes Vivant avec le VIH SIDA, officiellement recensées par les districts sanitaires de Linguère et Dahra. En dépit des efforts de l'Eglise Evangélique du Sénégal (EELS), la prise en charge nutritionnelle des PVVIH de Linguère se pose avec acuité. La baisse des subventions d'EELS à l'association « feedé daminaaré » s'est traduite par une irrégularité des repas communautaires et une diminution drastique de l'assistance alimentaire, des activités de suivi pondéral et des prestations sanitaires. Cette situation a induit une augmentation de la prévalence de la malnutrition (9,3%), associée à des symptômes telles que le manque d'appétit et la diarrhée, contribuant ainsi à la détérioration du bien être des PVVIH.

Eu égard à ce qui précède, le projet AMINA se propose d'agir sur les causes profondes de la dénutrition et de l'insécurité alimentaire, en s'attaquant à trois problèmes majeurs : (i) la forte vulnérabilité des ressources productives agricole et pastorale à l'origine des problèmes de disponibilité alimentaire, (ii) la pauvreté monétaire qui limite l'accès des ménages et groupes vulnérables aux

⁴ Source : Analyse de la situation de référence de l'étude d'impact du programme des services agricoles aux organisations de producteurs-phase 2 (PSAOPII)

⁵ Evaluation de la Sécurité Alimentaire dans les zones à risque, Notes de Synthèse, février 2012, PAM.

ressources alimentaires et (iii) l'offre déficiente en services sanitaire et socio-éducative pour améliorer les pratiques alimentaires et l'état nutritionnel des ménages pauvres.

En effet, dans le Département de Linguère, la productivité des pâturages et des cultures céréalières est très faible en raison de la forte sensibilité des sols à l'érosion qui, combinée avec les facteurs climatiques et la déforestation, entraîne une baisse des productions agricoles, évaluées à 32 816 tonnes⁶ en 2012 et 26 421 tonnes en 2013. Ces faibles performances agricoles augmentent les niveaux d'insécurité alimentaire des exploitations familiales et expliquent aisément la situation précaire de la prévalence de l'insuffisance pondérale (16,6) au niveau du Département.

En outre, la dégradation des systèmes de production agropastoraux compromet la satisfaction des besoins en protéine alimentaire des ménages et accélère leur basculement dans une pauvreté chronique, en altérant les fondements de leurs sources de revenus monétaires. Selon les données de l'ESPS (2005-2006), près de 67,5% des ménages de Linguère vivent sous le seuil des bas revenus. Le taux d'accessibilité aux services sociaux de base est de 70% au niveau du Département d'après les résultats de l'enquête village 2009. L'accès à l'eau potable reste singulièrement une problématique de taille dans les villages de l'intérieur du Département. La faible couverture en filets sociaux, conjuguée à la forte variabilité interannuelle de la pluviométrie⁷, accroît la vulnérabilité des ménages et groupes défavorisés aux risques et chocs (maladies sérieuses, perte de bétail ou de récolte, perte importante de revenus etc.) La récurrence des risques et chocs décapitalise, en effet, de manière brutale ou progressive le patrimoine des plus vulnérables en les basculant dans un cercle vicieux d'extrême pauvreté.

Aussi, les causes profondes de l'insécurité alimentaire des ménages et des personnes vulnérables sont à rechercher dans les interactions sociales, les rapports de pouvoir, les stigmatisations, les stéréotypes de genre et les perceptions sociales. En effet, les inégalités dans l'accès, la gestion et la propriété des ressources tangibles (terres, capital, main d'œuvre) et des ressources intangibles (fonctions, statuts, prise de décision etc.) entre hommes et femmes, au sein d'une communauté et au sein d'un ménage, engendrent des exclusions sociales⁸ et exposent davantage les groupes ou individus marginalisés aux risques et catastrophes naturels.

Le projet devra, en définitive, adresser des réponses à l'insuffisance pondérale des PVVIH, des veuves et des enfants issus des familles défavorisées et relever le niveau de déficience énergétique en s'attaquant aux problèmes liés à la disponibilité en aliments de compléments, à la faible diffusion des bonnes pratiques alimentaires et aux difficultés d'accès des populations à l'eau potable.

Le projet AMINA est aligné à la stratégie nationale de sécurité alimentaire de l'Etat du Sénégal et est arrimé aux programmes prioritaires du secteur. Sur le plan conceptuel, il s'est voulu le plus opérationnel possible en s'attaquant aux problèmes fondamentaux des populations en situation d'insécurité alimentaire. A ce titre, les interventions envisagées s'intègrent dans le sillage des programmes tels que le PAFA-extension mis en œuvre dans la région de Louga, le PRN, le PRACAS, la NASAN, le Programme Nationale de Bourse de Sécurité Familiale (PNBSF), le PNSA, l'initiative « feed the future », le PRP/PRODES, etc. A des degrés divers, ces programmes sont, sommes toutes, complémentaires avec le projet AMINA en ce sens qu'ils visent une sécurisation des moyens d'existence des plus vulnérables, un accroissement et une diversification des productions agricoles, une amélioration de l'accès des couches défavorisées aux filets sociaux et un renforcement nutritionnel des personnes vulnérables.

⁶ Source : Rapport conférence d'harmonisation du Département de Linguère, décembre 2013.

⁷ Atlas des vulnérabilités territoriales du ferlo face aux changements climatiques.

⁸ CF aux résultats de l'étude sur les Dynamiques de la pauvreté et évolution des structures familiales au Sénégal, LARTES-IFAN, Octobre 2010

1.2.3. Décrire et définir les groupes cibles et bénéficiaires finaux, leurs besoins et leurs contraintes et indiquer comment l'action abordera ces besoins

Les groupes cibles du projet sont :

- Les 433 Personnes Vivant avec le VIH répertoriées par les districts sanitaires de Dahra et Linguère ;
- Les veuves du Département, estimées à 4 334 par les services de l'action sociale. Compte tenu des ressources limitées, le projet va se concentrer sur les 130 veuves chefs de ménages de la commune de Linguère ;
- Les ménages les plus nécessiteux qui seront ciblés selon les critères de vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle suivants : pour les critères de ciblage géographique : production, cheptel, disponibles en pâturages, récurrence des crises et des chocs, accès aux aliments (coûts) et des critères discriminants comme le montant du budget destinés aux secours par la collectivité locale. Pour le ciblage des ménages : état nutritionnel, situation socio-économique, état de santé des enfants du ménage ou de la personne.

Les bénéficiaires finaux seront les personnes et les 1200 ménages que les interventions du projet comptent toucher, les faitières des PVVIH et des veuves, les prestataires de services et organisations partenaires, les collectivités locales du Département et l'ensemble des populations qui bénéficieront des actions de diffusion des technologies et des connaissances, de prise en charge nutritionnelle et de renforcement des capacités de production et de transformation et de positionnement des groupes vulnérables dans les maillons des filières à forte valeur nutritive.

Les indicateurs alarmants en matière de sécurité alimentaire mis en relief précédemment reflètent clairement les besoins des groupes cibles qui se résument à une sécurisation de leurs moyens d'existence contre les risques et chocs, un renforcement de leurs capacités productives, une diversification de leurs sources de revenus et une amélioration des services socio-éducatifs et sanitaires pour l'amélioration de leur état nutritionnel. Le projet s'évertuera également à répondre aux besoins en accompagnement et en capacitation des associations des PVVIH et des veuves ainsi que de certains prestataires techniques locaux qui présentent encore des déficits de compétences dans l'encadrement des organisations locales, la vulgarisation des nouvelles technologies et techniques agro-écologiques.

La participation et l'implication des bénéficiaires finaux et groupes cibles seront assurées à travers une concertation et une communication dynamique avec les faitières d'une part, et une stratégie de responsabilisation graduelle des parties prenantes d'autre part.

1.2.4. Éléments avec une valeur ajoutée particulière

La valeur ajoutée du projet AMINA réside dans le choix des technologies et des techniques de sécurisation agro-écologiques des ressources productives des groupes vulnérables et qui permettent de lever, dans des délais très courts, les barrières à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A cela s'ajoute la pertinence du choix des cibles (PVVIH et veuves en particulier) dont les besoins spécifiques en termes d'inclusion dans les systèmes locaux de production et de renforcement nutritionnel sont faiblement pris en compte par les politiques sociales. Aussi, il convient de souligner la démarche partenariale multi acteurs basée sur une valorisation des pratiques éprouvées par chaque partenaire dans son domaine d'intervention. Enfin, le projet AMINA aborde la question de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de manière systémique, en adressant des solutions innovantes et transversales aux facteurs climatiques, sociaux et économiques.